

6.5

Interdictions

6.5 INTERDICTIONS

6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

Capital Solstar Inc.

Contexte

Capital Solstar Inc. (l'« émetteur ») a été constitué en société par actions le 25 mai 2017 en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions*, RLRQ c. S-31.1.

L'émetteur n'est pas un émetteur assujéti dans un territoire du Canada.

L'émetteur a effectué des placements de titres en se prévalant de la dispense de prospectus prévue à l'article 2.9 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 21 (le « Règlement 45-106 ») en vertu d'une notice d'offre datée du 7 juin 2018.

La fin d'exercice de l'émetteur est le 31 décembre.

En vertu du paragraphe 2.9 (17.5) du Règlement 45-106, l'émetteur a l'obligation de transmettre ses états financiers annuels audités à l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») et de les mettre raisonnablement à la disposition des porteurs de titres au plus tard le ou vers le 30 avril.

L'émetteur a omis de transmettre à l'Autorité ses états financiers annuels audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Décision

Vu que l'émetteur n'a toujours pas transmis à l'Autorité les états financiers annuels audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020;

Vu les articles 265, 267 et 318 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

En conséquence, l'Autorité interdit à l'émetteur, à ses porteurs de titres ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les titres de l'émetteur, à l'exception du remboursement à terme des titres de créances.

L'interdiction est prononcée le 12 janvier 2022.

Patrick Théorêt
Directeur du financement des sociétés

Décision n°: 2022-FS-0008

Fiducie de revenu Eggspress

Contexte

Fiducie de revenu Eggspress (l'« émetteur ») a été constitué en fiducie le 4 juillet 2018 en vertu de la *Code civil du Québec*, RLRQ c. C-1991.

L'émetteur n'est pas un émetteur assujéti dans un territoire du Canada.

L'émetteur a effectué des placements de titres en se prévalant de la dispense de prospectus prévue à l'article 2.9 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 21 (le « Règlement 45-106 ») en vertu d'une notice d'offre datée du 12 juillet 2019.

La fin d'exercice de l'émetteur est le 31 décembre.

En vertu du paragraphe 2.9 (17.5) du Règlement 45-106, l'émetteur a l'obligation de transmettre ses états financiers annuels audités à l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») et de les mettre raisonnablement à la disposition des porteurs de titres au plus tard le ou vers le 30 avril.

En vertu du paragraphe 2.9 (17.19) du Règlement 45-106, les états financiers de l'émetteur doivent être accompagnés d'un avis sur l'emploi du produit établi conformément à l'Annexe 45-106A16 – Avis sur l'emploi du produit.

En vertu de la *Décision générale relative à la prolongation de délais concernant certaines obligations d'information continue et de prospectus applicables aux émetteurs et aux agences de notation désignées* (2020-PDG-0023), l'émetteur s'est prévalu de la dispense temporaire de déposer certains documents dans un délai de 45 jours suivant la date d'échéance du 30 avril 2020, soit un délai supplémentaire échéant au plus tard le ou vers le 15 juin 2020.

L'émetteur a omis de transmettre à l'Autorité ses états financiers annuels audités et les avis sur l'emploi du produit correspondants pour les exercices terminés le 31 décembre 2019 et 2020.

Décision

Vu que l'émetteur n'a toujours pas transmis à l'Autorité les états financiers annuels audités et les avis sur l'emploi du produit correspondants pour les exercices terminés le 31 décembre 2019 et 2020;

Vu les articles 265, 267 et 318 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

En conséquence, l'Autorité interdit à l'émetteur, à ses porteurs de titres ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les titres de l'émetteur, à l'exception du remboursement à terme des titres de créances.

L'interdiction est prononcée le 12 janvier 2022.

Patrick Théorêt
Directeur du financement des sociétés

Décision n°: 2022-FS-0009

Fiducie de Revenu Hôpital II

Contexte

Fiducie de revenu Hôpital II (l'« émetteur ») a été constituée en fiducie le 30 mai 2018 en vertu de la *Code civil du Québec*, RLRQ c. C-1991.

L'émetteur n'est pas un émetteur assujéti dans un territoire du Canada.

L'émetteur a effectué des placements de titres en se prévalant de la dispense de prospectus prévue à l'article 2.9 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 21 (le « Règlement 45-106 ») en vertu d'une notice d'offre datée du 15 octobre 2019.

La fin d'exercice de l'émetteur est le 31 décembre.

En vertu du paragraphe 2.9 (17.5) du Règlement 45-106, l'émetteur a l'obligation de transmettre ses états financiers annuels audités à l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») et de les mettre raisonnablement à la disposition des porteurs de titres au plus tard le ou vers le 30 avril.

En vertu du paragraphe 2.9 (17.19) du Règlement 45-106, les états financiers de l'émetteur doivent être accompagnés d'un avis sur l'emploi du produit établi conformément à l'Annexe 45-106A16 – Avis sur l'emploi du produit.

En vertu de la *Décision générale relative à la prolongation de délais concernant certaines obligations d'information continue et de prospectus applicables aux émetteurs et aux agences de notation désignées* (2020-PDG-0023), l'émetteur s'est prévalu de la dispense temporaire de déposer certains documents dans un délai de 45 jours suivant la date d'échéance du 30 avril 2020, soit un délai supplémentaire échéant au plus tard le ou vers le 15 juin 2020.

L'émetteur a omis de transmettre à l'Autorité ses états financiers annuels audités et les avis sur l'emploi du produit correspondants pour les exercices terminés le 31 décembre 2019 et 2020.

Décision

Vu que l'émetteur n'a toujours pas transmis à l'Autorité les états financiers annuels audités et les avis sur l'emploi du produit correspondants pour les exercices terminés le 31 décembre 2019 et 2020;

Vu les articles 265, 267 et 318 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

En conséquence, l'Autorité interdit à l'émetteur, à ses porteurs de titres ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les titres de l'émetteur, à l'exception du remboursement à terme des titres de créances.

L'interdiction est prononcée le 12 janvier 2022.

Patrick Théorêt
Directeur du financement des sociétés

Décision n°: 2022-FS-0011

Fonds immobilier Blucap

Contexte

Fonds immobilier Blucap (l'« émetteur ») a été constitué en fiducie le 22 juin 2016 en vertu du *Code civil du Québec*, RLRQ c. C-1991.

L'émetteur n'est pas un émetteur assujéti dans un territoire du Canada.

L'émetteur a effectué des placements de titres en se prévalant de la dispense de prospectus prévue à l'article 2.9 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 21 (le « Règlement 45-106 ») en vertu d'une notice d'offre datée du 29 mai 2017.

La fin d'exercice de l'émetteur est le 31 décembre.

En vertu du paragraphe 2.9 (17.5) du Règlement 45-106, l'émetteur a l'obligation de transmettre ses états financiers annuels audités à l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») et de les mettre raisonnablement à la disposition des porteurs de titres au plus tard le ou vers le 30 avril.

En vertu du paragraphe 2.9 (17.19) du Règlement 45-106, les états financiers de l'émetteur doivent être accompagnés d'un avis sur l'emploi du produit établi conformément à l'Annexe 45-106A16 – Avis sur l'emploi du produit.

L'émetteur a omis de transmettre à l'Autorité ses états financiers annuels audités et les avis sur l'emploi du produit correspondants pour les exercices terminés le 31 décembre 2018, 2019 et 2020.

Décision

Vu que l'émetteur n'a toujours pas transmis à l'Autorité les états financiers annuels audités et les avis sur l'emploi du produit correspondants pour les exercices terminés le 31 décembre 2018, 2019 et 2020;

Vu les articles 265, 267 et 318 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

En conséquence, l'Autorité interdit à l'émetteur, à ses porteurs de titres ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les titres de l'émetteur, à l'exception du remboursement à terme des titres de créances.

L'interdiction est prononcée le 12 janvier 2022.

Patrick Théorêt
Directeur du financement des sociétés

Décision n°: 2022-FS-0007

Plexus Intelligence Inc.

Contexte

Plexus Intelligence Inc. (l'« émetteur ») a été constitué en société par actions le 30 novembre 2016 en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions*, RLRQ c. S-31.1.

L'émetteur n'est pas un émetteur assujéti dans un territoire du Canada.

L'émetteur a effectué des placements de titres en se prévalant de la dispense de prospectus prévue à l'article 2.9 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 21 (le « Règlement 45-106 ») en vertu d'une notice d'offre datée du 21 janvier 2019.

La fin d'exercice de l'émetteur est le 31 juillet.

En vertu du paragraphe 2.9 (17.5) du Règlement 45-106, l'émetteur a l'obligation de transmettre ses états financiers annuels audités à l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») et de les mettre raisonnablement à la disposition des porteurs de titres au plus tard le ou vers le 28 novembre.

En vertu du paragraphe 2.9 (17.19) du Règlement 45-106, les états financiers de l'émetteur doivent être accompagnés d'un avis sur l'emploi du produit établi conformément à l'Annexe 45-106A16 – Avis sur l'emploi du produit.

L'émetteur a omis de transmettre à l'Autorité ses états financiers annuels audités et les avis sur l'emploi du produit correspondants pour les exercices terminés le 31 juillet 2020 et 2021.

Décision

Vu que l'émetteur n'a toujours pas transmis à l'Autorité les états financiers annuels audités et les avis sur l'emploi du produit correspondants pour les exercices terminés le 31 juillet 2020 et 2021;

Vu les articles 265, 267 et 318 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

En conséquence, l'Autorité interdit à l'émetteur, à ses porteurs de titres ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les titres de l'émetteur, à l'exception du remboursement à terme des titres de créances.

L'interdiction est prononcée le 12 janvier 2022.

Patrick Théorêt
Directeur du financement des sociétés

Décision n°: 2022-FS-0010

6.5.2 Révocations d'interdiction

Aucune information.